

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-trois, le Jeudi 5 Octobre, à dix-sept heures, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

**Présents :**

Serge CAILLOT, Jean-Christophe SAVE, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Michel MARIE, Marie-Claire RANVIER (départ 20h), David BONGARD (départ 18h45),

**Absents excusés :** Michel MULOT, Pierre TISSIER-MARLOT, Dominique STRIESKA,  
Jean-Paul LAMBOURG, Serge DUCREUZOT

**Étaient également présents :** Maëlle GRANGEON, DGS.

**Secrétaire de séance :** Antoine-Audoine MAGGIAR

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 8
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 8

Envoyé en préfecture le 06/11/2023

Reçu en préfecture le 06/11/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231005-2023\_BU\_111-DE



\*\*\*\*\*

**Transition : accompagnement du CD58**

**N° 2023-BU-111**

M. Antoine-Audoine MAGGIAR, conseiller communautaire en charge de la transition, rappelle que le conseil communautaire a décidé de se porter candidat auprès du CD58 pour l'appel à projet « accompagnement des collectivités vers la transition ».

La Conseil Départemental de la Nièvre a retenu notre candidature.

Pour rappel, il est prévu plusieurs phases dont une première phase de sensibilisation :

- 4 projections de films sur répartis sur les 4 bassins de vie
- 4 ateliers Histoire du Climat (même répartition géographique)
- 1 atelier Fresque du Climat ou de la Biodiversité en interne

D'autre phase, notamment le diagnostic de vulnérabilité viennent en complément.  
L'offre complète comporte 4 phases et s'étend sur un an et demi.

.../...

Il est proposé au bureau de valider la convention d'accompagnement.

Par ailleurs, les dates pour la diffusion des films à Saint Honoré, à Luzy, et à Chatillon se calent avec Sceni Qua non :

- St Honoré-les-Bains : mercredi 22 novembre
- Chatillon-en-Bazois : mercredi 29 novembre
- Luzy : jeudi 7 décembre

Donc il n'y aura pas de projections par bassin de vie. Cette répartition permet néanmoins une bonne diffusion auprès de la population.

**Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, valide la convention avec le Conseil départemental de la Nièvre.**

Envoyé en préfecture le 06/11/2023

Reçu en préfecture le 06/11/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231005-2023\_BU\_111-DE



**Le Secrétaire de Séance,  
Antoine-Audoine MAGGIAR.**

**Pour copie certifiée conforme,  
Fait à Moulins-Engilbert,  
Le 5 Octobre 2023**

**Le Président,  
Serge CAILLOT.**



**Pr le Président,  
le Vice-Président**

**DAVID BONGARD**



## CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT

### ENTRE

**Le Département de la Nièvre**, hôtel du Département – 58039 NEVERS Cedex, représenté par Monsieur le Président en exercice du conseil départemental, Monsieur Fabien BAZIN, dûment habilité à signer la présente convention, ci-après dénommé “Le Département de la Nièvre”

D’une part,

et

**La Communauté de communes BAZOIS LOIRE MORVAN**, représenté par son Président Serge CAILLOT, dûment habilité à signer la présente convention, ci-après dénommé “le Territoire”

D’autre part,

### PREAMBULE

#### Présentation du Département de la Nièvre

Le Département de la Nièvre est une collectivité territoriale qui exerce ses compétences dans le cadre de l’article L.1111-9 du Code Général des collectivités territoriales. Celui-ci dispose que « Le département est chargé d’organiser, en qualité de chef de file, les modalités de l’action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics pour l’exercice des compétences relative à : 1° L’action sociale, le développement social et la contribution à la résorption de la précarité énergétique ; 2° L’autonomie des personnes ; 3° La solidarité des territoires ». Le Département de la Nièvre contribue financièrement à des projets d’intérêt économique général, conformément au règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission Européenne.

Le Département de la Nièvre a élaboré entre 2020 et 2021, une stratégie et un plan d’adaptation au changement climatique, dont l’objet principal est, outre l’adaptation de l’institution dans ses modes de fonctionnement et dans ses politiques publiques, d’accompagner les citoyens et les autres acteurs nivernais, collectivités territoriales en tête, dans ces transformations. La bonne mise en œuvre de cette stratégie repose sur un ambitieux travail de sensibilisation de l’ensemble des parties prenantes aux enjeux du changement climatique.

## **Présentation du Territoire**

(projets en cours à remplir par le territoire)

## **CONTEXTE ET ENJEUX DE LA COOPÉRATION**

Considérant l'intérêt général qui s'attache à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'adaptation au changement climatique,

Considérant la mission du Département de la Nièvre qui consiste à garantir les solidarités humaines et territoriales sur son territoire, tant au travers de ses compétences définies par la loi que via l'accompagnement des collectivités infra-départementales et notamment les établissements publics de coopération intercommunale,

Considérant que le Département a souhaité initier une démarche visant à adapter la Nièvre aux conséquences du dérèglement climatique, et que parmi les 3 axes prioritaires d'intervention pour son action figure l'Axe 2 – « Le Département, soutien et partenaire des territoires face aux changements climatiques »

Considérant les missions du Territoire

La coopération, objet de la présente convention ci-après désignée par « La Convention », permet de mettre en synergie les équipes du Conseil Départemental de la Nièvre, celles du Territoire XXX, et celles des partenaires sollicités pour animer les différents ateliers de l'accompagnement des territoires à l'adaptation au changement climatique.

**Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit entre les Parties :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION ET PIECES CONTRACTUELLES**

L'objet de la convention est de définir et organiser les relations entre les Parties, conformément à leurs missions d'intérêt général respectives, aux fins de mettre en place un accompagnement.

Dans son axe 5 – action 5.4, l'objectif du Département est d'accompagner la territorialisation et l'appropriation des démarches d'adaptation au changement climatique par une diffusion des connaissances et la mise à disposition d'outils et de moyens dédiés. La promotion de la planification de l'adaptation figure également parmi les objectifs opérationnels.

Elle a pour objet de définir les droits et obligations respectifs des Parties, ainsi que les modalités de leur coopération dans le cadre des actions issues des missions communes et de fixer les règles d'évolution et d'exploitation des droits de propriété intellectuelle des résultats issus des actions de la coopération.

Le détail de la réalisation du projet d'accompagnement est décrit dans le programme décrit dans l'annexe 1 de la présente convention.

## **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet au 31 juillet 2023 pour une **durée de 18 mois, soit jusqu'au 30 mars 2025**.

Elle pourra éventuellement être modifiée ou prorogée par voie d'avenant, signé d'un commun accord entre les Parties, lequel précisera l'objet de cette prorogation.

Nonobstant le terme ou la résolution de la Convention, les articles 5 et 6 demeureront en vigueur pour la durée qui leur est propre.

## **ARTICLE 3 : MODALITÉS DE LA COOPÉRATION**

Les parties affecteront de manière générale tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de la coopération et se communiqueront l'ensemble des informations nécessaires à leur bonne exécution.

### **3.1. Objectifs de la coopération**

La mise en œuvre des politiques publiques en faveur de l'adaptation au changement climatique s'accompagne à la fois de montée en compétences des acteurs en charge de leur déclinaison et d'une mutualisation des expériences des différents acteurs pour assurer ainsi une certaine homogénéité des actions.

Dans le cadre de ses missions, le Département appuie les acteurs dans la mise en œuvre des politiques publiques notamment à travers le partage des données climatiques pour favoriser une meilleure prise en compte des enjeux locaux d'adaptation au changement climatique par les porteurs de projets.

Une convention avec l'ADEME porte sur le volet territorial de la stratégie du Département et propose, entre autres, un travail d'acculturation et d'accompagnement des acteurs dans le processus d'adaptation au changement climatique. Cela se traduit par un programme de sensibilisation, une montée en compétence des acteurs nivernais en matière d'adaptation au changement climatique et la mise en place d'actions opérationnelles, notamment à l'intention des territoires. Pour ces derniers, il a été planifié par exemple des temps de montée en compétence des agents de développement (fresque du climat ; ClimaTour). L'ADEME fournit les outils qu'elle a développée dans le cadre de sa méthodologie d'accompagnement des territoires (exemple : TACCT).

### **3.2. Rôle du Département**

Le Département est à l'initiative du partenariat dont fait l'objet la présente convention. Le département se positionne comme accompagnateur afin de mobiliser les différents partenaires au fur-et-à-mesure de l'avancement du projet et en fonction de leurs compétences.

Ce soutien s'étend :

- à la coordination de l'accompagnement par un agent du département
- à l'organisation et l'animation d'ateliers tels que la Fresque du climat, un atelier Histoire du climat, l'organisation de la projection d'un documentaire
- à la mise à disposition d'outils de réalisation d'un diagnostic de vulnérabilité du territoire,
- à la co-rédaction des fiches actions à intégrer dans les plans déjà portés
- au passage à l'action (identification et renforcement des actions d'adaptation déjà portées à travers d'autres mécanismes et soutien à la mise en œuvre d'actions nouvelles) et l'organisation et l'animation d'ateliers.

Les partenaires du Département seront également sollicités sur les phases d'accompagnement à la rédaction des fiches actions et au passage à l'action, à travers des réunions, des climatours et des journées techniques.

### 3.3. Rôle du Territoire

La territoire XXX participera activement à la présente coopération, en mobilisant une équipe composée d'agents de la collectivité et d'élus représentants choisis par son conseil communautaire/municipal, pour participer aux différentes étapes de l'accompagnement.

Il s'engage à s'investir dans le projet, tester, expérimenter sur son territoire des actions de communication en lien avec les propositions qui lui seront faites. Le Territoire XXX s'engage à rendre compte régulièrement de l'avancement du projet. Il communique les éléments nécessaires à la bonne appropriation du contexte local et ses enjeux par les différentes Parties de la présente convention.

**Le Territoire s'engage à mettre en application le plus de mesures possibles proposées lors de la phase de rédaction et d'intégration des fiches actions.**

- Phase 1 : Le Territoire s'engage à communiquer sur les opérations de sensibilisation, à mettre à disposition un lieu, à prendre en charge la logistique (exemple : accueil café) ou tout élément supplémentaire qu'il jugera nécessaire.
- Phase 2 : Le Territoire s'engage à réaliser le diagnostic de vulnérabilité
- Phase 3 : Le Territoire s'engage à sélectionner des actions puis rédiger des fiches-actions pouvant être intégrées dans les projets déjà portés par le Territoire (PCAET, etc.)
- Phase 4 : Le Territoire s'engage à participer aux séminaires, journées techniques et climatours (deux au

minimum).

Forfait de 20h : liste des actions réalisables (au choix) :

- journée technique 6h (climatour (3h) + groupe de travail 3h)
- Séminaire (2h ou 3h)
- Atelier technique - audit d'un projet + restitution (4h)
- Webinaire sur les sources de financements possibles (2h)

### **3.4. Résultats attendus**

- Phase 1 : mise en œuvre de deux opérations de communication à minima (fresque du climat, atelier histoire du climat) dont l'une à destination des agents et l'autre à destination du grand public ;
- Phase 2 : Présentation du diagnostic de vulnérabilité finalisé aux élus du Territoire
- Phase 3 : livrables attendus : fiches-actions complétées et intégrées dans les documents de stratégie de planification en cours
- Phase 4 : Inscription d'actions au budget 2025, à minima une action opérationnelle à intégrer dans la politique publique du Territoire, et une action de sensibilisation à destination des citoyens et une action de sensibilisation à destination des agents du Territoire.

## **ARTICLE 4 : GOUVERNANCE DE LA CONVENTION**

### **Suivis administratif et technique**

Pour le Département de la Nièvre, le suivi technique de la démarche sera assuré par la chargée de mission Sensibilisation à la transition écologique, Direction du Développement Territorial du Département de la Nièvre.

Pour le Territoire, le suivi technique de la démarche sera assuré par Baptiste PERRIER.

## **ARTICLE 5 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **5.1. Connaissances antérieures**

Chacune des Parties conserve la pleine et entière propriété de ses connaissances antérieures, c'est-à-dire de toutes les informations et connaissances techniques ou scientifiques de quelque nature que ce soit. Lorsque les connaissances antérieures appartiennent à des tiers auprès desquels les Parties ont obtenu les droits d'exploitation aux fins d'exécution de la présente Convention, ces connaissances antérieures demeurent la propriété de ces tiers.

Les Parties se concèdent mutuellement un droit d'usage non exclusif, non transmissible et gratuit sur les



connaissances antérieures qui sont nécessaires à la réalisation des objectifs communs de la coopération, ceci pour les besoins de la convention, pour sa seule durée, et sous réserve des droits des tiers.

Aucune des stipulations de la présente Convention ne peut être interprétée comme conférant ou transférant un droit quelconque à la Partie qui reçoit communication de ces connaissances antérieures pour les besoins de la présente convention, dans les conditions définies aux alinéas ci-après.

### 5.2. Résultats issus de la coopération

Les résultats obtenus en commun dans le cadre de la coopération, ci-après dénommés les « Résultats », sont, sauf volonté expresse de renonciation d'une des Parties, la propriété conjointe des Parties. Sous réserve du droit des tiers, la part de chacune des Parties dans la copropriété des Résultats est fixée à parts égales. Toutefois, les Parties peuvent se concerter pour convenir d'un commun accord des conditions de protection et de la répartition des quotes-parts de la propriété des Résultats.

Dans le cas où des Résultats sont générés en collaboration avec des tiers à la Convention, la Partie ayant fait appel à ces tiers fait son affaire de la répartition de leurs droits de propriété intellectuelle respectifs conformément aux accords qui la lient à ces tiers, et ce, sans préjudice des stipulations de la Convention.

### 5.3. Exploitation des résultats, diffusion et valorisation

Chaque Partie peut utiliser et exploiter librement et gratuitement les résultats pour les besoins de ses propres travaux dans le cadre des activités réalisées en exécution de la Convention et notamment les reproduire, les représenter et les adapter sur tous supports de son choix existant ou à venir.

Les Parties peuvent diffuser librement aux tiers de leur choix les résultats. Ils veillent à citer l'autre Partie dans leurs communications sur cette étude.

Par principe, les Résultats n'ont pas vocation à faire l'objet d'une exploitation commerciale. Cependant, si une opportunité d'exploitation survient, alors les Parties se concertent pour en définir les meilleures modalités.

## **ARTICLE 6 : PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES**

Les données recueillies font l'objet d'un traitement auquel les personnes concernées consentent et sont destinées au Département de la Nièvre afin de gérer leurs demandes. Elles sont utilisées uniquement par le Département pour la domiciliation de « La Foncière Coeurs de Nièvre ».

Les informations recueillies dans le cadre de cette convention font l'objet d'un traitement auquel les personnes concernées consentent. Les utilisateurs des données, en l'occurrence les parties s'engagent à respecter les obligations inhérentes au traitement de ces données, notamment celles relevant des articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, relatives aux fichiers et aux libertés, et du règlement (UE) 2016/679



du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles des personnes physiques. Elles s'engagent à ne pas communiquer ces données à des tiers en dehors des cas prévus par la loi." Conformément au cadre juridique sur la protection des données personnelles en vigueur (Règlement Général de Protection des Données et Loi « Informatique et Libertés modifiée), les personnes concernées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification des informations qui les concernent et peuvent également définir le sort de leur donnée après leur décès. Pour le Département de la Nièvre, l'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de leur identité, par voie postale à l'attention du Délégué à la Protection des Données – Hôtel du Département – 58039 NEVERS Cedex, ou par mail à l'adresse [protection.donnees@nievre.fr](mailto:protection.donnees@nievre.fr).

## **ARTICLE 7 : MOYENS MIS EN ŒUVRE AU TITRE DE LA COOPERATION**

### **7.1. Coût de la coopération**

Le coût de l'accompagnement est gratuit.

### **7.2. Moyens**

Des outils de sensibilisation seront mis à disposition par le Département (fresques du climat, documents des Archives départementales, SIG...) ou via ses partenaires (diffusion d'un documentaire, utilisation de l'outil TACCT...).

Fait à....., le.....

Pour le Conseil Départemental de la Nièvre

Le Président

Pour le Territoire

Le Président

A handwritten signature in black ink is written over a blue circular official stamp. The stamp contains the text "COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA NIEVRE" around the perimeter and "CCBIM" in the center.